

**Agriculture - Négociations
commerciales avec le Mercosur -
Discours de M. Emmanuel Macron,
président de la République, devant
la nouvelle génération agricole -
Extraits
(Paris, 22 février 2018)**

(...)

Ensuite il y a les inquiétudes sur le Mercosur, en tout cas je crois les entendre, alors sur ce sujet il y a aussi beaucoup de contre-vérités et on voudrait parfois me faire dire des choses que je n'ai pas dites. D'abord les contre-vérités c'est qu'il faut qu'on soit cohérent, on ne peut pas tous les jours venir me dire "ouvrez des marchés, aidez-nous à exporter" mais quand ça nous arrange. Les mêmes qui me disent "ouvrez le marché turc, ouvrez la Chine, le Japon, négociez un bon accord" et il est bon, très bon, en particulier pour le boeuf, me dire "nous on est contre le commerce". Ça, ce n'est pas vrai d'abord parce que c'est faux et il n'y a pas d'avenir de notre agriculture s'il n'y a pas une ouverture raisonnée, organisée en matière commerciale.

Ensuite, les discussions avec le Mercosur ont beaucoup de gagnants là aussi, elles en ont beaucoup, et nous sommes en train d'avoir des vrais gains parce que nous avons des intérêts offensifs, la protection des indications géographiques françaises et sur beaucoup de produits agroalimentaire les vins et spiritueux je n'entends pas aussi à juste titre l'enthousiasme qui devrait s'élever mais qui est au rendez-vous parce que l'accord est bon à ce stade. Donc il ne faut pas non plus qu'on soit hypocrite entre nous sur ces sujets.

Après, on sait les difficultés de cet accord, donc j'ai mis des lignes rouges, je ne les ai pas bougées, je ne les ai pas changées et je vais être très clair avec vous sur ce sujet aujourd'hui. Les lignes rouges sont simples et elles ont été respectées, je dois le dire ici, parce qu'on dit souvent du mal de l'Europe et je sais que beaucoup d'entre vous ont toujours été responsables avec l'Europe aussi en sachant reconnaître ce qu'on lui doit. En décembre dernier, on aurait pu conclure un accord Mercosur et parce que la France avait mis des lignes rouges claires la Commission les a respectées et nous n'avons pas conclu ce qui aurait été un très mauvais accord pour nous, donc ça a été tenu. Et un très mauvais accord pas au niveau national parce qu'il était bon pour plein d'autres filières, pour l'agriculture. Donc nous sommes aujourd'hui entendus, respectés et je remercie le président de la Commission européenne d'avoir jusqu'à présent été toujours extrêmement ferme et avoir suivi la position française.

D'abord, soyons clairs, quel qu'accord que ce soit si un accord est conclu parce que ça n'est pas dit et les discussions ont leurs difficultés de part et d'autre, nous on a des lignes rouges mais de l'autre côté les Brésiliens, les Uruguayens en ont d'autres, donc je ne sais pas s'il y aura un accord mais si un accord était conclu il ne rentrera de toute façon pas en vigueur durant le mandat de la prochaine Commission, c'est-à-dire entre 2019 et 2024. Ce qui nous laisse la

possibilité, et c'est ma volonté, d'appliquer ce sur quoi je me suis engagé, et vous avez noté que quand je m'engageais je faisais, d'avoir une vraie Europe qui protège l'alimentation, nos conditions sanitaires et environnementales et les ministres ici l'ont défendu dans les forums où ils représentent le pays.

C'est donc d'avoir la possibilité qui n'existe pas aujourd'hui de bien contrôler aux frontières la traçabilité, le respect des normes environnementales et sociales. Parce qu'il ne faut pas se mentir, avant même cet accord aujourd'hui nous avons un problème, c'est un problème de protection des consommateurs européens sur leurs marchés parce que notre Europe ne protège pas suffisamment, n'a pas le bon niveau de contrôle de l'alimentation et sanitaire. Donc ça c'est le travail que nous devons faire au préalable et c'est pour moi une ligne rouge, s'il n'y a pas ce travail au préalable je bloquerai la mise en oeuvre.

Ensuite, de manière très claire là aussi il n'y aura aucune réduction de nos standards de qualité, de nos standards sociaux, environnementaux ou sanitaires à travers cette négociation. Et pour être très explicite il n'y aura jamais de boeuf aux hormones en France, il n'y en aura jamais, il ne faut pas commencer à jouer avec les peurs des gens. Si on en a aujourd'hui c'est parce que le contrôle est mauvais et il n'y a pas besoin du Mercosur, c'est qu'il y en a qui fraudent, on le sait très bien, qui font rentrer de la viande d'autres marchés, qui vont se faire tamponner en traçabilité dans d'autres pays européens et qui la font débarquer. Mais ne vous trompez pas, ce n'est pas le Mercosur, c'est le fonctionnement actuel de notre marché ! Donc n'allons pas créer des fantasmes, c'est que nous avons un travail à faire pour aujourd'hui quelle que soit cette discussion, c'est notre responsabilité à tous !

Mais cette discussion ne fera pas entrer cela dans notre pays parce que c'est une ligne rouge française, elle a été clairement établie, je l'ai rappelé, et nous devons d'ailleurs, c'est tout le travail qui a été fait sur le CETA par le parlement français depuis le mois de mai dernier, le faire pour toutes les négociations commerciales. Et au mois de mars prochain au Conseil c'est cette vision que je porterai, on doit avoir une approche commerciale cohérente, nos choix sociaux, environnementaux on doit les faire respecter par nos partenaires commerciaux sinon on ne contractualise pas ! Parce que sinon comment je peux vous demander vous d'avoir des contraintes et environnementales et dire de l'autre côté, je permets aux consommateurs d'aller acheter un produit qui lui ne les respecte pas, ça n'a plus de sens ! Donc c'est cela maintenant ce que nous allons suivre sur les négociations commerciales à venir à commencer par celle-ci.

Ensuite, quels que soient les quotas négociés il y aura, et c'est un ajout que la France a demandé, une clause de sauvegarde et cela reste une ligne rouge. Qu'est-ce que ça veut dire ? Que s'il y a un marché qui est déstabilisé, des prix qui sont bousculés, on peut suspendre l'application de l'accord, donc en aucun cas on ne laissera une ouverture au marché se faire parce qu'il y a une baisse brutale des prix qui est liée à l'entrée et à l'apparition de nouveaux acteurs. Cette clause de sauvegarde c'est une protection, elle est dans nos lignes rouges. Donc je veux être très clair avec vous, il n'y a pas d'abandon, il y a une fermeté mais il y a aussi un esprit de responsabilité. Certains voulaient qu'on dise "on est contre le Mercosur à cause des impacts", non, on est dans la discussion, on a nos lignes rouges, on les fait respecter, nous avons été respectés constamment par la Commission sur ce sujet mais cet accord est bon pour de nombreuses filières agricoles, cet accord est bon pour l'économie française, nous devons donc le défendre et l'améliorer.

Mais maintenant nous devons aussi la vérité, qu'est-ce que c'est la vérité ? Il y a aujourd'hui 200.000 tonnes qui sont déjà exportées par le Mercosur vers l'Union européenne et la moitié de ces exportations sont faites en dehors de tout contingent d'accord commercial, elles entrent malgré le droit de douanes plein et elles font parfois l'objet de contrôles insuffisants comme je l'évoquer, donc ça c'est un enjeu majeur. Mais ça vous montre aussi que c'est notre intérêt y compris pour le boeuf d'aller négocier le Mercosur parce qu'aujourd'hui malgré le droit de douanes ça rentre et c'est beaucoup plus, largement plus que tout ce qui peut être discuté en termes de quotas ! L'hypocrisie qu'il faut dénoncer derrière c'est est-ce que vous pensez que la difficulté de la filière boeuf est liée au Mercosur ? Il est là le Mercosur, il est ouvert, ça fait combien de temps que dans le boeuf c'est difficile ? Qui peut, dans les yeux, me dire que c'est le Mercosur la cause de son problème ? Personne, personne sauf ceux qui jouent sur un marché fermé, qui ont organisé le marché français pour leurs intérêts propres et qui ont décidé que le marché resterait toujours à leurs mains et durablement, c'est ça la réalité !

Quel est le problème du boeuf en France si ce n'est le fait que hors de la restauration 70% du boeuf consommé n'est pas français, ce n'est pas le Mercosur, c'est notre organisation, c'est nous tous qui sommes irresponsables, ce sont les mêmes qui ont la main sur le coeur, ces grandes déclarations en disant qu'ils protègent leurs agriculteurs et qui n'ont pas fait ce travail depuis des années ! Alors on va maintenant se retrousser les manches ensemble et je vous promets comme vous le sentez que j'y prendrai ma part mais pas à travers des mensonges, pas à travers des faux semblants, pas à travers des fausses promesses.

Donc le Mercosur nous allons tenir nos engagements et nos lignes rouges elles sont claires mais qu'on ne me présente pas le Mercosur comme l'alpha et l'oméga de la politique française en matière justement de boeuf, en matière de protection. Le jour où nous aurons sur ces 70% de viande en restauration hors foyer quelque chose d'autre que de la viande importée, c'est-à-dire notre viande, alors là, oui, nous pourrions être fiers mais nous en sommes loin et ça n'est la faute de personne d'autre. Donc on ne cède pas aux vieilles habitudes françaises qui consistent à toujours agiter les peurs, les peurs de l'étranger, c'est faux, le problème c'est le nôtre aujourd'hui, c'est que nous ne nous sommes pas organisés comme nous devons le faire, c'est que nous avons arrêté d'investir, c'est que nous nous sommes menti à nous-mêmes.

(Source : service de presse de la présidence de la République)